

## PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

## Une nouvelle configuration politique

**Un scrutin pas comme les autres et un résultat du premier tour de la présidentielle en France tout aussi inattendu. Emmanuel Macron et Marine Le Pen se sont qualifiés pour le second tour. Les perdants ? Les partis traditionnels, Parti socialiste PS et les Républicains LR et, plus globalement, en fait, les partis traditionnels dits «de gouvernement».**

Au lendemain de cette consultation, le paysage politique français est chamboulé. Les vainqueurs se sont déjà mis, chacun de son côté, à creuser ces changements, l'enjeu étant non seulement le 2<sup>e</sup> tour mais aussi les législatives de juin prochain et les regroupements indispensables pour pouvoir assurer, sans trop d'accrocs, la gouvernance future de la France.

Avec 2 3,75% des voix, Emmanuel Macron, le candidat du mouvement «En Marche», est arrivé en tête du scrutin, devant Marine Le Pen, Front National, qui se qualifie avec 21,8%. Le candidat de la droite républicaine, François Fillon, échoue lamentablement avec 19,91%, quasiment au même niveau que Jean-Luc Mélenchon du mouvement «la France Insoumise» qui rafle 19,64%. Fillon perd d'une manière magistrale à cause de son arrogance, ses mensonges et sa supposée malhonnêteté, le tout adossé à un programme qui promet aux citoyens français, et notamment les plus démunis, des jours sombres.

Le grand perdant et, avec lui, le Parti socialiste, est incontestablement Benoît Hamon avec 6,35% des suffrages. Il incarne le frondeur contre la social-démocratie. Il a été piégé par le lâchage en règle des ténors du PS, qui, au fil de la campagne, ont rejoint Macron. Il paye aussi l'échec de la présidence de Hollande d'autant qu'il est sorti vainqueur de la primaire socialiste et qu'il en était de fait, en quelque sorte, le représentant. Par-delà ces chiffres, qu'ont voulu manifester les Français par leurs votes ?

D'abord, un désir fort de renouvellement. Dans la campagne inédite de ce scrutin, il est apparu une lassitude de voir «toujours les mêmes». L'émergence de Macron a suscité beaucoup d'attentes. Un candidat qui apparaissait transgressif, même si ses adversaires de gauche comme de droite rappelaient à qui voulait les entendre qu'il était «le fils naturel de Hollande». Son ambivalence, ni gauche ni droite, a certainement joué aussi dans le désir des électeurs de renouvellement et, partant, ne plus apporter de caution à aucun des deux camps traditionnels. Macron a aussi joué très fortement pendant la campagne pour casser la bipolarisation gauche-droite en faisant une offre politique qui se présentait comme la

solution qui ne lèse aucun des deux camps. Alors qu'il n'a créé son mouvement «En Marche» qu'il y a juste une année (avril 2016), ce premier gagnant du 1<sup>er</sup> tour a beaucoup utilisé l'image du jeune (il n'a que 39 ans) qui a réussi politiquement (dans le public et dans le privé). Autant d'images données à voir et de discours martelés qui ont eu le bonheur de ne heurter aucune conviction frontalement. Il reste, bien entendu, à voir, s'il est élu Président, s'il conservera longtemps cette ambivalence ou se rangera-t-il dans un camp plutôt que dans un autre.

Quant au résultat obtenu par Marine Le Pen qui la propulse au 2<sup>e</sup> tour, il était quelque peu attendu, et elle a réitéré là l'exploit de son père il y a quinze ans, lorsqu'il a franchi le premier tour. Elle n'ira probablement pas plus loin. Plusieurs raisons le justifient. Le score obtenu est en grande partie un score de rejet qui se reportera sur ceux dont l'offre politique ne mène pas à l'inconnu. Or, Marine Le Pen, qui avait lissé son discours en début de campagne, s'est fortement radicalisée en fin de parcours, tentant d'instrumentaliser l'attentat terroriste des Champs-Élysées pour muscler davantage ses propositions de rejet de l'immigration, de l'islam, de l'Union européenne, fermeture des frontières...

Ce discours extrême a sans aucun doute pris dans la société française qui a permis à cet extrême de figurer dans le paysage politique et de compter, mais il ne peut aller plus



Emmanuel Macron.

Photo : DR

loin. La candidate de l'extrême droite, qui a très peu de réserves de voix (peut-être le report des voix de Debout la France de Dupont-Aignan, 4,75%, et encore, rien n'est encore acquis) a atteint très probablement le seuil maximum et avec les appels très nombreux de la droite républicaine pour barrer la route à cette candidate, la présidence de la France par l'extrême droite n'est sûrement pas pour bientôt.

Le mouvement des Insoumis de Mélenchon, même s'il n'est pas arrivé à surmonter la barre et atteindre le 2<sup>e</sup> tour, va avoir, toutefois, à fructifier ses résultats et l'espoir qu'il a provoqué auprès de milliers de

Français qui sont prêts à résister avec lui. Il est certain que la campagne des législatives de juin va lui permettre de capitaliser ce qu'il a engrangé lors de ce tour.

Dès les résultats du premier tour proclamés, le rassemblement autour de Macron pour battre au second tour Marine Le Pen est appelé de toutes parts et notamment des ténors de la droite. Ces appels à voter pour Macron pour vaincre Marine Le Pen vont sans aucun doute être entendus par les électeurs qui ne veulent pas croire que la France, même un peu plus «droitisée» qu'elle ne l'était, peut être confiée à un parti xénophobe.

**Khedidja Baba-Ahmed**

## Alger a voté Macron

**La communauté française établie en Algérie s'est exprimée massivement pour Emmanuel Macron lors du scrutin qui s'est déroulé ce dimanche 23 avril. L'élection a été également suivie de très près par une majorité d'Algériens qui ont, cependant, eu du mal à stabiliser leur télécommande à l'heure de l'annonce des événements. Car à la même heure, un autre événement retenait l'attention : le Barça-Real...**

**Abla Chérif - Alger (le Soir)**

- Il est 9h30. Les rédactions des journaux algériens tentent d'obtenir les résultats du vote qui s'est déroulé la veille dans les consulats français en Algérie.

Dans la capitale, les services compétents affirment ne pas détenir encore les résultats du

scrutin. «Ils seront affichés un peu plus tard», lance une voix au téléphone. Leur mise en ligne aussi. C'est le côté officiel. Plusieurs médias en ligne français et algériens ont déjà publié les informations recherchées.

Sans surprise, Macron est déclaré vainqueur au premier

tour avec 2 171 voix. 51,9% des électeurs établis en Algérie se sont exprimés en sa faveur. Il est suivi par Jean-Luc Mélenchon, 1 072 voix. François Fillon et Marine Le Pen se disputent les troisième et quatrième places avec respectivement 466 et 90 voix. La victoire de Macron est

écrasante. Le candidat, qui avait visité l'Algérie durant la campagne électorale, semble avoir lui aussi marqué les esprits des Français d'Algérie tourmentés par l'instabilité politique dans leur pays.

Le candidat vainqueur de ce premier tour est également déjà très connu en Algérie. Tout comme l'a été Hollande avant lui. Sa visite à Alger a marqué. D'abord parce qu'il a été le premier et le seul candidat à avoir inscrit la capitale algérienne comme un pôle incontournable dans sa campagne, mais aussi et surtout pour ses déclarations en faveur d'un apaisement dans des relations bilatérales qui ont pris un sacré coup avec le tweet de Valls.

En débarquant le 9 avril dernier, Emmanuel Macron n'ignorait pas qu'il s'aventurerait sur des sables mouvants.

L'Algérie, encore choquée par le geste de Valls qui avait publié sur son compte une photo du Président Bouteflika très mal en point, a pu prendre le dessus sur une situation fragile en se lançant dans un discours nouveau sur la criminalisation de la colonisation.

Les réactions algériennes sur les réseaux sociaux en disent long sur l'intérêt qu'il a suscité ici. L'enjeu électoral a passionné également hier toutes ces personnes, et elles sont nombreuses à avoir suivi le déroulement du scrutin sur les chaînes câblées.

Et nombreuses aussi à avoir eu du mal à choisir en fin de journée entre le match très attendu Barcelone-Real Madrid et les résultats définitifs du scrutin.

**A. C.**

## Bruxelles dit «ouf» même si la défiance anti-UE persiste

**Le soulagement était palpable hier à Bruxelles après la qualification du pro-européen Emmanuel Macron pour la finale de la présidentielle française, même si le scrutin a une nouvelle fois illustré une forte défiance face à l'UE.**

La dirigeante d'extrême droite du Front national, Marine Le Pen, s'est qualifiée dimanche pour le deuxième tour avec 7,6 millions de voix (21,53%), derrière M. Macron (23,75%). Avec le score important du candidat de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon (19,64%), le vote de défiance face à l'Union européenne d'aujourd'hui dépasse les 40%, souligne Catherine Fieschi, directrice du centre de recherche sur les populismes Counterpoint, basé à Londres.

L'empressement avec lequel les dirigeants européens ont adressé dimanche soir leurs félicitations à Emmanuel Macron illustre l'inquiétude qui régnait quant à l'essor des mouvements populistes et europhobes, après le référendum sur le Brexit et l'élection aux Etats-Unis de Donald Trump. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, est même sorti de sa réserve habituelle pour féliciter dès dimanche soir le candidat centriste et lui souhaiter «bon courage pour la suite». Marine Le Pen «vise la des-

truction de l'Europe», a justifié hier son porte-parole, Margaritis Schinas.

«Bruxelles était inquiet, il y a un soulagement», mais «il ne faut pas crier victoire car le second tour n'est pas joué», a pour sa part souligné le commissaire européen à l'Economie, le Français Pierre Moscovici (socialiste), en appelant à voter en faveur de M. Macron.

Il faut «combattre pied à pied les impostures du Front national : l'imposture du Brexit (sortie de la France de l'UE sur le modèle du Brexit, ndr) et de la sortie de l'euro», a-t-il insisté, jugeant «assez effrayant» que «7,6 millions de Français (aient) mis ce bulletin dans l'urne».

«Il ne faut pas sous-évaluer le vote Le Pen parce qu'il est l'indice d'un mécontentement qui se manifeste non seulement en France, mais dans beaucoup de pays européens», a constaté de son côté le président du Parlement européen, Antonio Tajani.

En Autriche, le parti d'extrême droite autrichien FPÖ a célébré «un nouveau succès» pour «le printemps

patriotique en Europe». «Les vieux partis de l'establishment et leurs représentants discrédités vont graduellement disparaître jusqu'à devenir insignifiants dans toute l'Europe», a espéré son président Heinz-Christian Strache. Après la victoire des partisans de la sortie du Royaume-Uni de l'UE en juin 2016 et la saga présidentielle autrichienne, finalement remportée par un écologiste face au FPÖ en décembre, les formations europhobes espéraient engranger victoire sur victoire en 2017, marquée par des élections aux Pays-Bas, en France et en Allemagne (en septembre prochain).

Mais comme Marine Le Pen dimanche, le dirigeant d'extrême droite néerlandais Geert Wilders, longtemps donné en tête par les sondages, est arrivé deuxième lors des législatives à la mi-mars. Il a toutefois engrangé «500 000 électeurs de plus (qu'en 2012) à un moment où il y a très peu de chômage et où les Pays-Bas vont bien», souligne Catherine Fieschi.

«Même quand il y a une reprise économique en Europe, comme c'est actuellement le cas, cette reprise ne semble avoir aucun impact sur la déception et la mobilisation des électeurs populistes», analyse-t-elle.

«A moins de faire une politique plus proche des gens, en traitant leurs problèmes au quotidien, comme la question des services publics ou la façon dont ils se sentent valorisés socialement, ces électeurs vont se sentir de plus en plus aliénés», juge-t-elle. Mais d'autres voient un tournant dans la présidentielle française, que M. Macron pourrait remporter, selon les sondages, avec plus de 60% des voix au deuxième tour le 7 mai prochain.

«Après les élections aux Pays-Bas et en Autriche, et alors que (la formation populiste) AfD chute dans les sondages en Allemagne, le premier tour en France suggère que les populistes ont perdu énormément de terrain en 2017», estime Stefan Kreuzkamp, analyste chez Deutsche Asset Management.

«Le pire de la vague de colère populiste pourrait bientôt être passé en Europe», veut croire aussi Holger Schmieding, analyste chez Berenberg.

Et l'élection de «l'europhile» Emmanuel Macron «pourrait insuffler une nouvelle vie au "moteur" franco-allemand», prédit Giles Merritt, directeur du centre de réflexion Friends of Europe.